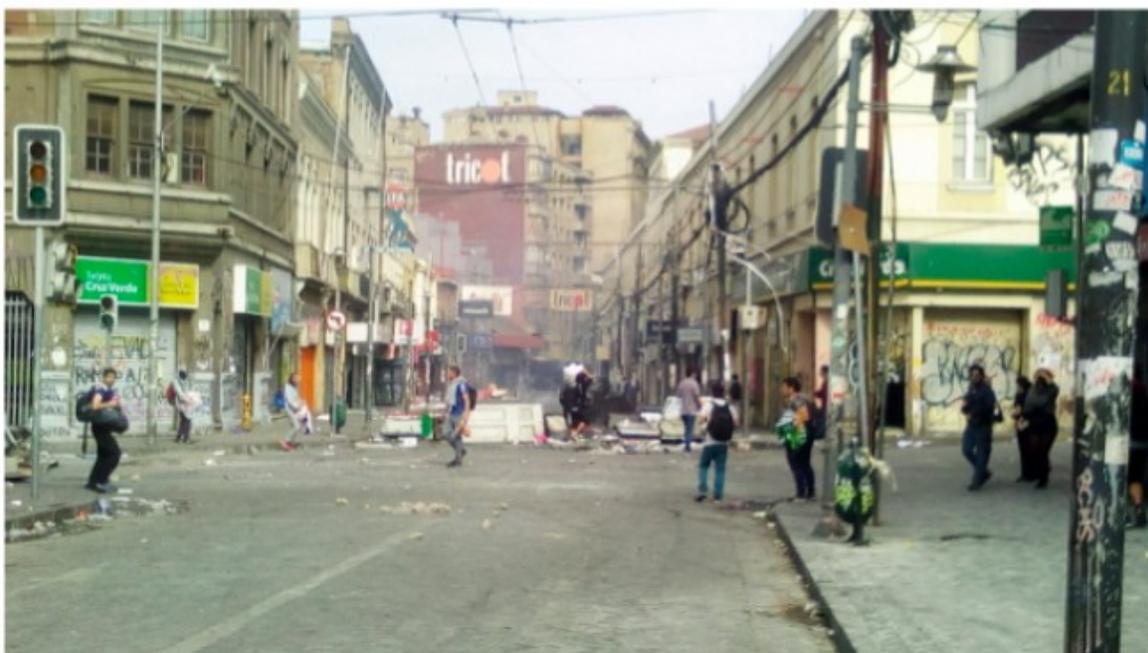


Le jour où je n'ai plus reconnu le bas de ma rue

- 8 nov. 2019
- Par [Woodstockenchile](#)
- Blog : [Le blog de Woodstockenchile](#)

Ça y est, c'est l'effet-domino, un mouvement social est en train de naître en bas de nos fenêtres. L'ambiance est explosive. L'état d'urgence est décrété. Ça me pique sacrément le clavier. Journal écrit depuis le début des événements au Chili : la rue, le dialogue, les infos partagées, les solidarités... Chile despertó, et ne va pas se coucher de si tôt.



Le vendredi 18 octobre, alors que je rentrais du boulot et qu'un copain croisé en ville me racontait que ça y est, l'état d'urgence avait été déclaré suite à des événements qui s'étaient produits à Santiago, j'ai regardé de loin ce qu'il me racontait parce que vraiment, ce soir-la, rien ne laissait penser dans la rue très centrale où j'habite, la Subida Ecuador, aux transformations qui allaient avoir lieu dans les jours suivants.

Je dis rien... En fait, c'est plutôt que les sources de tensions sociales crèvent les yeux au Chili, mais qu'on aurait pu croire que chacun allait continuer de faire avec pour encore des années:

- Salaire minimum chilien : 1670 pesos de l'heure, soit environ 2€20, et 400€ par mois pour 45 heures par semaine de travail.

- Coût d'un bon collège / lycée privé : facilement 400€ par mois, quand ça n'est pas plus. Outre le manque de moyens général de l'école publique, l'inégalité des enseignements n'est pas négligeable, et les enfants commencent plus tôt des matières comme les langues étrangères dans le privé que dans le public.

- Coût d'une année à l'université : en moyenne 5000 € / an, sans attribution systématique de bourse aux étudiants dont la famille a de faibles revenus. Il est donc fréquent d'être endetté pour de nombreuses années, à peine diplômé. Le non-paiement des frais universitaires empêche la délivrance d'un diplôme, même en cas de réussite aux examens.
- Montant de la pension de retraite de nombreuses personnes âgées : 150-200€/ mois, après avoir passé toute une vie à cotiser à l'AFP, un organisme de fonds privés. Il est fréquent que des personnes âgées achètent à leur retraite un petit commerce ou vendent ce qu'elles peuvent pour compléter leurs revenus.
- Accès aux soins: qui laisse à désirer à l'hôpital public, et encourage ceux qui le peuvent à contracter une assurance privée pour accéder à des soins en clinique. Un système pas prêt de changer quand le Ministre de la Santé est l'ancien directeur d'une des cliniques les plus chères du pays. Et un cynisme loin d'être absent des politiques des compagnies d'assurance: pour donner un exemple, une femme en âge de procréer doit indiquer son intention d'avoir un enfant et payer un supplément en conséquence. Si elle tombe enceinte alors qu'elle avait pas prévu... L'accouchement est à ses frais, parce que c'est quand même des choses faciles à contrôler.
- Coût de la vie : des prix quasi équivalents à ceux de la France, et donc une heure de travail au salaire minimum pour se payer une boîte de tampons ou une plaquette de chocolat, une journée de travail au salaire minimum pour se payer un petit panier de courses individuel au supermarché, un taux d'effort de facilement 50% pour louer un appartement (quand ça n'est pas impossible financièrement, et qu'il ne faut pas rester chez ses parents)

De quoi se demander, quand on est un européen qui débarque : mais comment c'est possible, à part via l'endettement et le crédit ?

On tire sur la corde, encore et encore, jusqu'au jour où ça y est, "on nous a tout pris, jusqu'à la peur" ("Nos quitaron todo, hasta el miedo"). On leur a pris le droit à vivre dans des conditions dignes de celles d'un pays développé qui affiche un joli taux de croissance, le droit à une égalité des chances, le droit de connaître ses parents et non de les voir très souvent absents car occupés à aller chercher l'argent...

Alors une nouvelle augmentation du prix du trajet en métro à Santiago et plop ! "Ce ne sont pas 30 pesos, ce sont 30 années" ("No son 30 pesos, son 30 años). Ça commence par un mouvement de fraude massive dans le métro de Santiago, et puis la mayonnaise monte...

Le samedi 19 octobre, je vais travailler tranquillement dans un resto du Cerro Alegre et rigole au premier message inquiet que je reçois de la France. Dans cette petite oasis préservée de la ville, on voit encore jouer une fanfare et défiler des touristes souriants... Vraiment, il se passe un truc ? Je commence à atterrir en apprenant que ce soir, le resto ferme à 20h pour n'exposer personne, et rentre en sécurité avec un collègue qui habite en face de chez moi.

Ça y est, c'est l'effet-domino, un mouvement social est en train de naître en bas de nos fenêtres. Plusieurs locaux ont été brûlés, dont le Banco Estado et le Mercurio, plus ancien journal de langue hispanique du monde, ciblé dès le début du mouvement car pro-Pinochet à l'époque de la dictature. Le

pillage de boutiques a commencé : grandes enseignes multinationales et nationales, supermarchés, et pharmacies voient leurs grilles défoncées et leurs produits mis à disposition de tous, dans un mouvement d'euphorie générale.

S'en suit un cacerolazo, joyeux concert de casseroles très latinoaméricain pour célébrer cette page de l'histoire qui commence juste à s'écrire. Chaque soirée sous couvre-feu sera l'occasion d'un nouveau concert: même enfermés, il n'est pas question de cesser de s'exprimer !

Le chef de la compagnie touristique pour laquelle je suis guide les dimanches nous informe: les visites de demain sont annulées, libre à nous de vaquer à nos occupations révolutionnaires ou de rester protégés chez nous.

Dimanche 20 octobre, des copains français préfèrent ne pas s'exposer, mais j'ai très envie d'aller de mon côté à la manifestation. En connaissance du risque que j'en cours d'être expulsée, puisqu'il est interdit aux étrangers de manifester. Un doctorant italien qui faisait juste son travail en venant observer le terrain de son sujet de thèse, les manifestations au Chili, a été expulsé, et il n'y a pas moyen de le faire revenir malgré la mobilisation pour sa cause.

L'ambiance est explosive. L'état d'urgence ayant été décrété, il appartient à l'armée, et non à la police d'encadrer la manifestation. Ça me pique sacrément le clavier de parler d'encadrement en fait... Quand on encadre, ça veut dire qu'on sécurise plutôt qu'on réprime, non ?

Les militaires n'y vont pas de main morte, les manifestants décidés à barricader et à piller non plus (ils ne constituent pas la majorité des participants ceci dit). Ça brûle des scooters, des téléviseurs, et j'en passe... Les militaires nous chargent en gaz lacrymogène, avec des tanks que l'on appelle les guanacos, autrement dit les lamas, en référence à tout le jet qu'ils crachent, et tirent avec des balles de résine. Il faut être aux aguets en permanence, courir vite, se réfugier dans un coin de mur en cas de tir... Il faut aussi sortir bien équipé : avoir au moins un citron coupé en deux et de l'eau avec du bicarbonate pour soulager les effets des gaz lacrymogènes, un petit masque, des lunettes de vue ou de soleil pour se protéger les yeux en cas de tir...



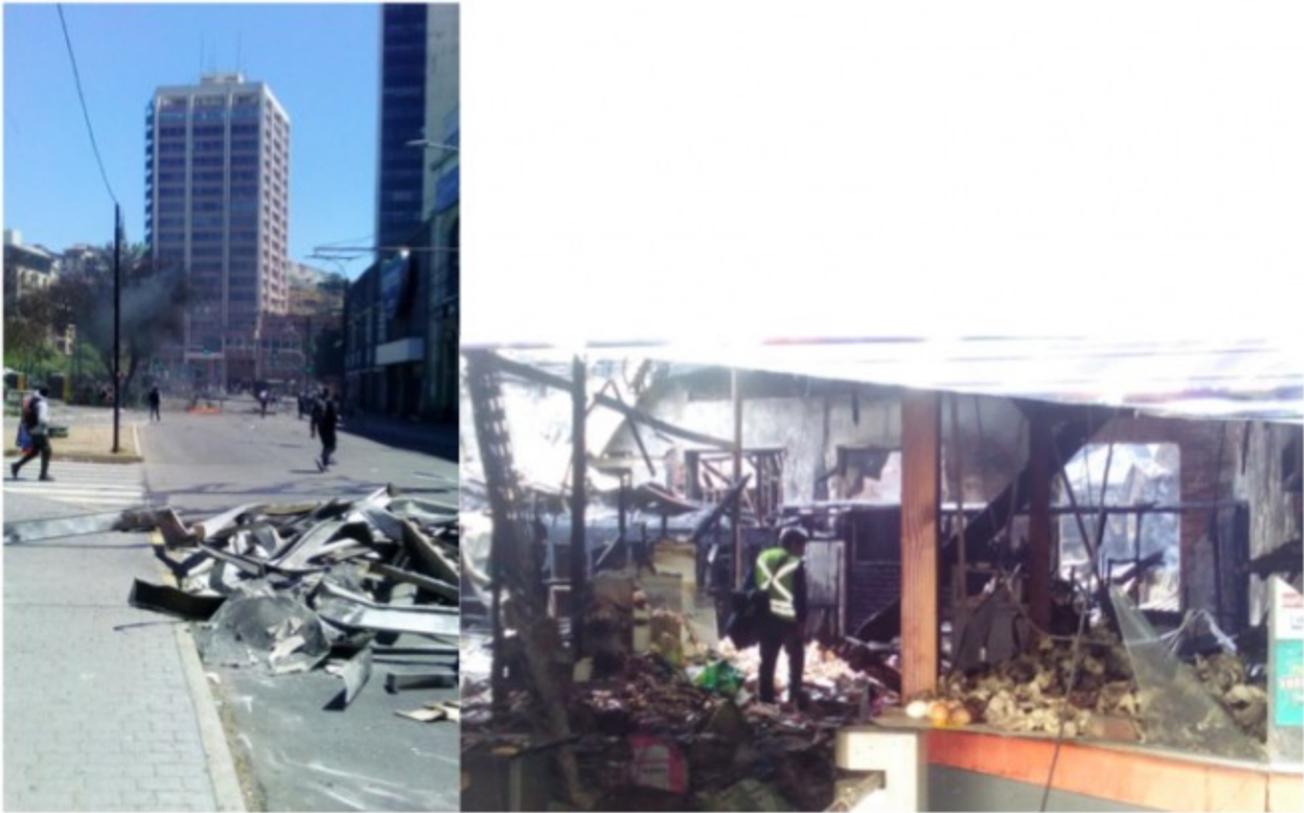


Ce soir-là, le couvre-feu est à 20 heures, mais à 19h30, dans la montée centrale de Valparaíso qui mène à mon domicile, l'armée anticipe et lance des grenades à gaz lacrymogène pour nous disperser. Je perds un camarade avec lequel j'ai passé l'après-midi, mais il n'est pas pensable de redescendre ma rue pour le chercher. Je croise un ami, qui comptait redescendre la rue pour rentrer chez lui à l'heure du couvre-feu... Pas la peine d'y penser, il retournera dormir à son point de départ 100 mètres plus loin, l'hostal de deux français auxquels il était venu rendre visite.

Nous passons la soirée tous ensemble, à nous serrer les coudes et rivés sur nos téléphones et les infos qui se transmettent à toute vitesse entre nous.

Le lundi 21 octobre, une journée de grève générale est annoncée. Le restaurant où je travaille n'ouvrira pas ses portes, et je suis libre de retourner manifester, cette fois-ci avec une copine argentine. On voit en chemin que tout le monde est en train d'acheter de la nourriture en grande quantité pour ne pas manquer, ça fait réflexe de guerre... Les vendeurs de nourriture sont bien les seuls à pouvoir se réjouir

de leur chiffre d'affaires ce jour-là. Les autres patrons de boutiques ont fermé leur grille à double-tour, quand ils n'ont pas emporté toutes leurs marchandises chez eux pour le cas où ils seraient vandalisés.



Les barricades, incendies et arrachages de tôles variées continuent, la violence de la répression aussi. On prend une dose de gaz tellement forte alors qu'on est en train de partir courir dans une petite rue que je ne peux plus ouvrir les yeux, jusqu'à ce que m'aide une manifestante en me versant de l'eau avec du bicarbonate.... On apprend via d'autres manifestants que non seulement l'armée nous charge en gaz lacrymogène, mais qu'en plus ils vidant les griffons de leur eau pour recharger leurs guanacos. Il n'y a plus qu'à espérer qu'il n'y aura pas d'incendie majeur !

Nous prenons le chemin du retour à 17h, alors que nous sommes proches de l'Assemblée Nationale, le Congreso. Le lieu est stratégique et les militaires vont redoubler de zèle, et le couvre-feu est à 18h, ils ne vont donc pas tarder à nous disperser à coups de gaz et de tirs.

Nous passons la soirée à l'hostal, au milieu des touristes qui s'accommodent comme ils peuvent de la situation. Nous écoutons de nouveau un joyeux cacarolazo, et la diffusion de grandes chansons chiliennes qu'on va réentendre très souvent dans les rassemblements : El derecho de vivir en paz, de Victor Jara, chanteur membre du Parti Communiste Chilien, exécuté après avoir été torturé et s'être fait couper la langue à la mi-septembre 1973, El pueblo unido jamás será vencido, de Sergio Ortega et Quilapayun, composée trois mois avant le coup d'état de Pinochet, et Porque no se van, de Los Prisioneros, composée en 1986, alors que Pinochet était encore au pouvoir.

Je sympathise en rentrant chez moi (à 200 mètres, pas question de s'aventurer plus loin un soir de couvre-feu) avec plusieurs voisins sortis prendre l'air devant leur porte. Je sens que c'est un réflexe qui va me marquer, faire en sorte de connaître au moins 2-3 personnes à côté de chez soi...

Le mardi 22 octobre, je retourne travailler au restaurant, avec des horaires restreints et adaptés au couvre-feu: début à 10h au lieu de 11h, fermeture à 16h30 au lieu de minuit. Curieusement, les clients ne se font pas trop cruellement rares ce jour-là. On pense que c'était trop tard pour que les touristes qui avaient déjà prévu de venir changent leurs plans, mais que la donne va bientôt changer.

Des collègues au domicile éloigné du restaurant ne viennent pas pour des raisons de sécurité. La loi les protège quand un état d'urgence est déclaré : l'absentéisme ne peut pas être un motif de licenciement s'il est lié à des impératifs de sécurité. Cette information est d'ailleurs diffusée par des groupes militants à l'attention des travailleurs. Par ailleurs, si un employeur décide de ne pas ouvrir son local pendant l'état d'urgence, il est censé quand même rémunérer ses employés... Mais quel employé ira se défendre en ces temps où plus de licenciements que d'embauches sont à prévoir ?

La radio indépendante locale Radio Placeres diffuse des chiffres alarmants sur les dommages collatéraux de cette explosion sociale : pour citer le seul exemple des femmes victimes de violences sexuelles de la part des forces de l'ordre, elles sont 22 en l'espace de seulement quatre jours ! Des médias parlent également de pratiques qui relèvent de la torture au commissariat situé à côté de la station de métro Baquedano à Santiago. Le bilan des personnes mortes et disparues passe du simple au double selon les sources.

La composition des gaz utilisés par les forces de l'ordre est largement contestée vu l'intensité de leur effet. Des personnes situées trop près des jets auraient perdu la vue, d'autres vomissent, font des crises d'asthme... Leur odeur s'infiltrait partout: sur nos terrasses et dans nos maisons, dans les restaurants..

Le président Pinera fait des propositions de réformes jugées minimalistes: augmentation des pensions de retraite les plus basses de 20% (ce qui fait en fait seulement une trentaine d'euros de plus), aide financière pour les personnes touchant les salaires les plus bas, augmentation des maladies et médicaments pris en charge par la sécurité sociale... Une nouvelle journée de grève nationale a donc lieu le lendemain, mercredi 23 octobre.

Je croise une fille qui vient danser dans la même salsoteca que moi chaque semaine. "Ça fait drôle de se dire qu'il y a une semaine, on faisait la fête la nuit, et que maintenant c'est à mille lieux de nos préoccupations d'aller danser, hein ? " N'empêche que je peux pas m'empêcher de penser une chose: qu'est-ce qu'on va joyeusement festoyer quand enfin, on sera libres et sans couvre-feu !

Cette manifestation est plus paisible que les autres, mais la répression continue. Ce soir, le couvre-feu commence à 22h au lieu de 18h... Au début, je me réjouis, mais en fait cette mesure change peu de choses puisque ça craint le soir et qu'on ne peut pas sortir.



Samedi 26 octobre, j'entre dans une nouvelle étape personnelle et déménage mes affaires, avant d'aller travailler, dans ma nouvelle colocation au Patio Volantin, une organisation communautaire locale. La solidarité s'organise, comme dans de nombreuses associations communautaires et universités locales. Une infirmière bénévole dispense chaque matin des premiers soins aux personnes blessées dans les manifestations, un registre des victimes de violences commises par les forces de l'ordre est tenu, et ceux qui le souhaitent peuvent déjeuner gratuitement la oalla comun.



Le couvre-feu est enfin levé. Après une petite bière partagée entre collègues, nous nous rendons, à six, à la marche nocturne qui a lieu ce soir-là. La marche est pacifique, mais nous allons comme d'habitude être dispersés. Alors que nous sommes en train de courir, nous nous inquiétons de la disparition de notre collègue Louisa... 5 minutes plus tard, nous la retrouvons en train de courir en soutien-gorge et sans ses lunettes. Nous sommes très inquiets de savoir ce qui lui est arrivé, mais elle nous explique immédiatement qu'elle n'a pas subi de violences sexuelles. Une fois réunis au domicile d'un d'entre nous, elle nous explique qu'avoir crié: "Jusqu'à quand vous allez nous faire subir ça ? " aux militaires lui a valu de se faire encercler et frapper au visage, jusqu'à ce que quelqu'un la tire par le t-shirt pour qu'elle puisse s'enfuir. Pas question qu'elle dorme tout de suite, elle doit veiller le temps de voir si ce choc à la tête provoque des effets secondaires.

Nous échangeons des informations sur le mouvement et hypothèses sur la suite qu'il pourrait connaître. Les récits rapportés d'agents de l'État infiltrés et fauteurs de troubles abondent: molotov lancé par un policier sur un soi-disant civil portant une tenue anti-brûlures, vol d'une voiture d'un particulier et de produits alimentaires au marché provoquant la réaction de civils pour défendre les victimes, matée par la sortie d'une arme de service...

Traumatisme national ou crainte légitime au vu des événements, je ne pourrais pas le dire, mais des amis me disent qu'une sortie du mouvement social par un coup d'état ne les surprendrait pas. D'autres craignent plutôt une fatigue générale et des mesures-écrans jusqu'aux élections présidentielles en 2020.

Dimanche 27 octobre, une grande manifestation pacifique est organisée. Des enfants sont présents, deux clowns deambulent avec leur sono sur le toit d'une décapotable et mettent l'ambiance... Les rues abondent de participants, on voit conjointement brandir des drapeaux chilien et mapuche, et la banderole de l'équipe de football des Santiago Wanderers, grande fierté locale. La première partie de la marche a lieu dans le calme, les tirs de gaz lacrymogène ont lieu plus tard.



L'état d'urgence est levé le même jour, et la gestion des événements relève donc désormais de la police, et non de l'armée. Des observateurs de l'ONU vont arriver le mercredi qui suit, et on se demande si

cette levée de l'état d'urgence sert aussi à faire bonne presse auprès de la communauté internationale. Seulement quatre observateurs vont venir, pour rendre compte de ce qu'il se passe dans un pays long de 4000 km...

Lundi 28 octobre, trois manifestations, à des heures différentes de la journée, sont organisées. La première réunit à 6h du matin un groupe restreint de personnes, qui vont jeter des pierres sur un bus assurant la liaison entre Valparaiso et Viña del Mar, dans l'idée de bloquer le fonctionnement du système capitaliste et les trajets destinés à aller travailler, étudier... Mais quand même, je me demande : comment peut-on demander plus de démocratie et décider à la place des gens s'ils ont le droit de se déplacer ? Et s'ils avaient blessé quelqu'un par accident ? Et s'il y avait un petit vieux dans le bus ? Je mets les pieds dans le plat et partage mes interrogations avec mes coloc, et deux d'entre eux m'allument, me répondent qu'il y a toujours des sacrifiés, et se font une mission d'expliquer les problèmes du système chilien à la pauvre étrangère un peu dépassée que je suis... Un des membres du groupe me dit plus tard qu'il est d'accord avec moi, mais je comprends qu'on ne peut pas partager tout avec tout le monde, même quand on participe au même mouvement.

Mardi 29 octobre, une mauvaise nouvelle d'ordre professionnel va me faire mettre de côté pour quelques jours ma participation aux événements. Les clients sont beaucoup moins nombreux, et le chiffre d'affaires de ces derniers jours ne va pas permettre de garder tout le monde... Nous sommes deux employés à travailler sans contrat à durée indéterminée, et nous sommes donc les plus faciles à renvoyer, sans ménagement ni remerciements. Je vais terminer le lendemain et mon patron, dans un élan de délicatesse, m'envoie les horaires de l'équipe de la semaine, sur lesquels je ne figure plus à compter du jeudi. Le coup est dur à accuser, et entre ça et le stress des manifestations, je me réveille avec une douleur au cou qui va me faire passer la moitié du jeudi allongée, et passe trois jours assez moroses.

Mardi 5 novembre, requinquée, je pars passer deux jours à Santiago... Et me rends compte qu'en fait, maintenant c'est plus paisible à Valparaiso. À 21h10, alors que je veux rentrer du centre-ville chez une amie, je découvre que le métro est fermé, et que l'option la plus sécurisée qui se présente pour faire le trajet est de prendre un taxi. Le chauffeur doit faire marche arrière à plusieurs reprises, nous restons un moment bloqués par une manifestation de cyclistes, il devient fou et je ne suis pas sereine, au point d'abréger mon séjour et de rentrer dès le lendemain après-midi à Valparaiso.

Mercredi 6 novembre, un moment me reste, avant de rentrer, pour partager un café avec un ami qui réside dans le quartier sensible de la Florida. Il me montre ses blessures aux bras, liées aux violences entraînées par les événements dans son quartier : des personnes profitent du désordre actuel (et des émeutes de plus en plus violentes dans sa commune) pour cambrioler les logements de civils dans son quartier, la Florida (j'ai entendu parler du même problème dans les cerros de Valparaiso).

La police ne se rend pas dans les quartiers sensibles de la ville, et ce sont donc des habitants volontaires qui organisent leurs nuits de garde entre eux, et vont défendre, au péril de leur vie, les maisons de leurs voisins. Ils défendent également, occasionnellement, des supérettes et supermarchés. Ils ne le font pas pour défendre les intérêts d'une multinationale, mais pour ne pas priver les habitants de leur quartier du seul commerce auquel ils ont accès et ne pas les obliger à effectuer de longs trajets pour leurs achats

alimentaires. Ils le font également pour des raisons de sécurité, et pour éviter qu'un éventuel incendie atteigne la maison d'un particulier située à côté.

Ils arboraient initialement des gilets jaunes pour signifier qu'ils étaient de garde, mais ils ont abandonné cet uniforme quand ils ont vu que les médias instrumentalisaient leur mouvement en laissant entendre qu'ils étaient opposés au mouvement social et aux manifestations qui ont lieu au Chili, et en essayant ainsi de diviser des personnes pourtant porteuses de revendications similaires. Un groupe de néo-nazis à également été vu avec des gilets jaunes, alimentant la confusion et les décidant également à quitter cette tenue.

Retour à Valparaiso : je passe à 15h par une manifestation dont les participants sont en nombre moins important que la semaine précédente, et lors de laquelle les policiers continuent d'employer les méthodes qu'on leur connaît. La raison est simple : le mouvement continue, mais les gens en ont ras-la-casquette de se faire gazer, alors ils privilégient à présent d'autres moyens d'action: assemblées citoyennes entre voisins, oallas comunes ... Les manifestants se déplacent également dans la commune voisine de Viña del Mar, qui réunit actuellement plus de participants.

La rue, le dialogue, les infos partagées, les solidarités... Chile despertó, et ne va pas se coucher de si tot.